

Quelques pièges du discours politique

L'adulation du leader

Dans nos sociétés surmédiatisées ou de tradition populiste il y a une tendance à mettre en avant des figures charismatiques. En France le régime de « monarchie républicaine » issu du coup d'Etat de 1958 amplifie le phénomène pour le président mais l'induit aussi pour les leaders de l'opposition. Dans un mouvement de gauche, le leader n'est pas un guide (duce) mais le porte-parole d'un collectif agissant. Ceci dit, dans un monde réel et non idéal, pour éviter les dérives personalistes, plus les leaders sont brillants plus on doit s'obliger à penser par soi-même et ensemble.

Le culte de la pensée médiatisée

Le 7-9 de toutes les radios fourmille de « penseurs » qui doctement expliquent comment fonctionne notre monde, sans que leurs analyses ne soient jamais confrontées à la réalité. Ces paroles assénées marquent souvent, et on ne peut y répondre que par le débat politique et contradictoire, seul lieu d'où peut surgir une pensée concrète, réaliste et collective de transformation.

La glorification des urnes

Troisième aspect d'une approche théologique de la politique : « Faites-nous confiance, votez pour nous, nous nous chargerons de résoudre vos problèmes ». Cela revient à demander un aval au lieu de travailler au développement de l'autonomie de pensée et de lutte. L'élection n'est qu'une étape - indispensable, certes - sur le chemin du pouvoir collectif.

La réduction de l'évènement

Mettre en avant un aspect partiel ou superficiel stérilise l'interprétation et empêche l'action. C'est typiquement ce que fait le journal télévisé et ce qui alimente les discussions de café du commerce. Par exemple focaliser sur la bataille des guignols occulte la vraie scission politique qui existe à l'UMP, entre les lignes dures (Droite forte et Droite populaire) et les lignes moins violentes.

La dénonciation

Seulement dénoncer les turpitudes de l'ennemi crée de la lassitude par effet de symétrie. Il faut toujours proposer une alternative politique viable et fondée. Et se rappeler qu'à gauche on fait de la politique, pas de la morale. C'est une différence de fond avec la pensée social-libérale caritative.

Le catalogue des promesses non tenues

« Ce n'est pas ce qu'on attendait d'un gouvernement de gauche » était un thème facile pour l'été, quand il fallait laisser au nouveau gouvernement un peu de temps pour se dévoiler. Le dire aujourd'hui entretient la naïveté politique. Pour clarifier les enjeux il faut expliquer les actions et les discours des gouvernants à la lumière de leur histoire et de celles des organisations. Hollande est centriste depuis ses années d'étudiants et ce n'est pas HEC qui l'a poussé à gauche...

Le coup par coup

Réagir à chaud et sur chaque action ou évènement est très difficile sans tomber dans un jeu de miroir qui lasse et réduit le débat. Il vaut mieux choisir les sujets sur lesquels on est capable d'expliquer l'articulation entre l'évènement qui touche personnellement le citoyen, son contexte régional ou national et aussi la dimension internationale. Expliquer les logiques cachées pour faciliter la compréhension, diminuer l'angoisse face à l'inconnu et ouvrir la possibilité de lutte.

Lâcher sur les mots

Si l'on cède sur les mots, on finit par céder sur les choses : c'est ce qu'a fait le PS depuis longtemps. Il est très important de se différencier de la droite dans le vocabulaire, sinon le discours alternatif ne tient pas la route. Par exemple, refuser d'appeler charges le salaire indirect. Et en particulier éviter tout vocabulaire moralisateur.

Quelques armes de nos gouvernants actuels

La recherche du centre de gravité

Ecouter l'opinion de tous puis se positionner au centre de gravité de toutes les opinions, c'est la position centriste classique de Hollande (le normal) qu'il avait déjà appliquée à la direction du PS. A charge pour Ayrault (le normalisateur) d'empêcher toute dissidence.

Cela crée une illusion de convergence vers une position « raisonnable » de consensus mais au fond impuissante (au centre de gravité la résultante des forces est nulle). Le champ est alors libre pour d'autres forces, par exemple celles du marché « libre ».

Le discours du réalisme économique

Il consiste à affirmer, en opposition à tout fondement scientifique, que le système économique est totalement contraint et non modifiable, voire « naturel ». Or l'histoire montre que les marges de manœuvre sont fixées par toutes les dimensions de la société : économiques, sociologiques, artistiques, humaines... et que des bifurcations existent. Les changements stratégiques dépendent alors bien de décisions politiques.

Le « storytelling »

Cela consiste à raconter des histoires pour endormir l'opinion et la séduire en mobilisant des émotions plutôt que des raisonnements : mettre en discussion publique des thématiques « soft » ou des histoires personnelles qui occupent le devant de la scène, remplacent le débat d'idées et provoquent l'adhésion à une politique dont on ne parle plus au fond.

Technique appliquée systématiquement aux USA depuis Reagan puis au Royaume Uni par Tony Blair, Zapatero en a abusé en mettant en avant des « thèmes sociétaux » pour occulter son impuissance face à la crise. Hollande et son gouvernement font de même.

Le débat national bien encadré

Loin des assemblées ou des formes spontanées d'antan, aujourd'hui on choisit soigneusement les acteurs et le coordonnateur, on limite la taille des interventions, on évite de rendre public les résultats avant de converger (vers les solutions préconçues ?). Il faut critiquer ces formes qui ne sont pas innocentes car le gouvernement légitime ses décisions à partir de ces débats : recherche et enseignement supérieur, transition énergétique, déchets nucléaires, etc.

Le maintien en place du personnel de gestion

A part quelques préfets et responsables de police, il n'y a pas eu de grands changements de personnel dirigeant ni dans les administrations ni dans les grands groupes industriels et financiers. Même les élus socialistes se plaignent d'avoir les mêmes interlocuteurs que sous Sarkozy. Et les quelques nouveaux sortent des mêmes écoles que les anciens. Signe que l'essentiel de la politique ne change pas (voir l'interview de Hollande au monde du 01/11/12) ?